

LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA POLYNESIE

FRANCAISE EN AOUT 1966-EXPOSE

PAR M. ROBERT LANGLOIS, SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT

INTRODUCTION.- La situation économique de la Polynésie a connu, au cours des dix dernières années, une évolution extrêmement rapide.

1/- Il y a 10 ans, l'économie de la Polynésie Française reposait essentiellement sur l'exportation de quatre produits locaux : les phosphates, le coprah, la vanille et la nacre.

- Le tourisme n'était pas encore considéré comme une industrie.

- Les ressources du budget local étaient faibles. L'Etat faisait l'appoint, mais sans qu'ait été établi un programme d'équipement et de développement systématique.

- Aussi la croissance économique était-elle lente.

2/- 1960 marque un premier tournant dans l'évolution de cette économie.

C'est l'année de la mise en service de l'aérodrome de Faaa, qui tire la Polynésie Française de son isolement, et de la construction des premiers hôtels de tourisme : TAHITI, BEL AIR et TAHITI VILLAGE, en prévision du développement touristique que laisse espérer l'ouverture de l'aérodrome.

3/- Une seconde étape est franchie, en 1961, avec le tournage du film "Les Révoltés de la Bounty".

L'argent dépensé en Polynésie Française par les réalisateurs du film déclenche une première poussée inflationniste, surtout sur les loyers.

D'autre part, ce film va donner aux américains l'envie de connaître la Polynésie Française ; les avions à réaction (le premier DC-8 se pose en Avril 1961) vont leur donner l'occasion de satisfaire leur curiosité ; 1961 marque la naissance de l'industrie touristique - c'est l'année de la construction des hôtels TAAONE et MATAVAI.

La croissance économique s'accroît.

4/- Mais à partir de 1963, l'installation du C.E.P. va bouleverser complètement l'équilibre économique et imprimer à l'évolution amorcée en 1960 une accélération extraordinaire.

./...

En quelques années, nous allons assister à une transformation complète des conditions économiques. Presque sans transition, la Polynésie Française passe d'une économie de ~~subsistance~~ à une économie monétaire moderne. L'Etat devient, et de loin, le principal agent du développement, au moyen des équipements qu'il finance, et des salaires et et des revenus divers qu'il distribue.

I.- LES DEPENSES DE L'ETAT ET LE ROLE DU C.E.P.

1/- En 1967, l'Etat a dépensé en Polynésie 8,2 milliards de francs CP, soit onze fois plus qu'en 1962.

Pour apprécier le rôle déterminant de ces dépenses, il convient d'en rapprocher le montant de celui du budget territorial : en 1967, l'Etat a dépensé près de quatre fois plus que le Territoire.

2/- Depuis 1964, les dépenses militaires, c'est-à-dire en fait, celles du C.E.P., représentent les 3/4 des dépenses de l'Etat en Polynésie.

Le C.E.P. et les entreprises qui lui sont rattachées ont assuré :

48%	de la valeur des importations en 1964,
60%	" " " en 1965,
66%	" " " en 1966,
40%	" " " en 1967,

et assureront entre 60 et 70 % en 1968.

Tant par leurs importations directes que par leurs effets induits, ils ont assuré chaque année, depuis 1964, entre 45 et 55% des recettes douanières.

Le C.E.P. est le premier employeur du Territoire après le secteur public ordinaire. Avec les entreprises qui lui sont directement rattachées : C.E.A., SOGETRA et DCAN, il emploie environ 2.500 salariés polynésiens.

3/- Les dépenses civiles de l'Etat, tant en fonctionnement qu'en investissements ont aussi considérablement augmenté.

Pour la première fois, les territoires d'outre-mer sont intégrés dans le plan métropolitain de développement. Pour la période de 1965-1970, couverte par le Vè plan, les fonds publics d'origine métropolitaine, qu'il s'agisse du budget de l'Etat ou du FIDES, interviendront pour plusieurs milliards.

L'EXPANSION ECONOMIQUE.-

Quels ont été les effets de cet afflux massif de capitaux extérieurs ?

1/- Il y a eu en premier lieu des effets inflationnistes, qui se sont manifestés par l'augmentation de la masse monétaire, par la hausse des prix, et par celle des salaires.

a) La masse monétaire a quadruplé entre 1962 et 1968, passant de 1.300 millions à 5.820 millions de francs CP.

b) Les prix, obéissant à la loi de l'offre et de la demande, ont augmenté.

De 1963 à 1964, leur croissance a été de 6,6 %.

" 1964 à 1965, " " " " 10,6 %.

" 1965 à 1966, " " " " 14,8 %.

Ce sont surtout les prix des produits locaux et les loyers qui ont augmenté.

Les prix des terrains ont triplé entre 1963 et 1967.

En 1966, la hausse des prix a été freinée à la suite de mesures de blocage des prix de certains produits du cru, et de l'interdiction de l'indexation des prêts sur l'indico du coût de la vie.

De 100, au 1er août 1966, l'indico du coût de la vie est passée à 103,33 au 1er avril 1967.

On l'a retrouvé, au 1er février 1968 à 103,53 après une baisse à 101,75 en octobre 1967. Il a augmenté à nouveau depuis février, atteignant 106,67 le 1er août.

c) Le SMIG étant indexé sur le coût de la vie, les salaires ont augmenté en même temps que les prix et souvent même dans une proportion plus forte encore, par suite de la loi de l'offre et de la demande.

En effet, le nombre des salariés a plus que doublé entre 1960 et 1968.

Il y avait, en 1960, 7.250 salariés.

Au 31 août, 1968, on en recense 16.500, soit un peu plus de la moitié de la population active.

- Malgré cette progression, nous nous trouvons devant une véritable pénurie de main d'oeuvre.

Les besoins non satisfaits des entreprises s'élèvent actuellement à près de 800 manœuvres, ouvriers et employés.

Cette tension sur le marché de l'emploi a entraîné la hausse des salaires :

- Au 1er octobre 1960, le SMIG était à 27,45 francs. Il est aujourd'hui à 43,25 francs. Mais dans la pratique, il est à 70 et même à 80 francs.

Le nombre des salariés gagnant plus de 30.000 francs par mois a augmenté de 20 % entre novembre 1966 et novembre 1967. Il représente aujourd'hui 10 % du nombre total de salariés.

2/- Malgré ces tendances inflationnistes qui étaient inévitables, l'expansion a permis d'améliorer sensiblement le niveau de vie des Polynésiens.

a) Le produit intérieur brut, évalué à

4, 2 milliards en 1960
puis
à 5 " 1962,
est passé à 13, 3 milliards en 1965 ;
il est aujourd'hui de 17 à 18 milliards.

b) Le bâtiment a bénéficié d'un véritable coup de fouet.

Les permis de construire délivrés à Tahiti sont passés de 628 en 1964,

à
1.185, en 1967,

et la tendance se maintient en 1968 : 430 permis ont été délivrés au cours du 1er semestre.

c) Les importations de biens de consommation courante témoignent également de l'amélioration du niveau de vie.

En poids, il a été importé, en 1967, trois fois plus de produits alimentaires et de produits textiles qu'en 1960.

d) L'augmentation de la consommation a fait la prospérité des commerçants et entraîné une véritable prolifération des points de vente, dont le nombre a presque doublé entre 1964 et 1968.

e) Les immatriculations de véhicules à 4 et 2 roues reflètent l'enrichissement.

En 1967, il a été immatriculé trois fois plus de véhicules à 2 et 4 roues qu'en 1963.

Il y a actuellement en circulation, sans compter les véhicules administratifs et militaires, environ 14.500 véhicules à 4 roues (soit un

./...

- 5 -

pour 7 habitants) et 25.000 véhicules à 2 roues (soit un pour 4 habitants).

f) Le succès des comptes d'épargne, institués le 1er avril 1967 par la Banque de l'Indochine, est également significatif de l'élévation du niveau de vie.

En un peu plus d'un an, 2.204 comptes ont été ouverts par de petits épargnants.

Le montant total des dépôts s'élève à 317 millions.

3/- Enfin cette expansion a apporté d'importantes ressources au budget territorial, qui est alimenté pour près de 75 % par des impôts indirects.

L'aisance de son budget a notamment permis au Territoire de consacrer chaque année aux investissements des crédits de plus en plus importants.

4/- Ces crédits demeurent cependant insuffisants pour répondre aux multiples besoins nouveaux nés de la transformation du Territoire, notamment dans la zone urbaine de Tahiti.

L'expansion économique, surtout sensible à Papeete, a en effet accentué le déséquilibre démographique entre la capitale et les zones rurales.

Entre 1962 et 1967, la population de l'agglomération urbaine constituée par les trois communes de Papeete, Faaa et Pirae et les deux districts limitrophes de Arue et Punaauia a augmenté de près de 40 %, alors que pour l'ensemble de la Polynésie, l'augmentation n'a été que de 16,5 %.

Ce phénomène d'urbanisation rapide pose des problèmes d'habitat, d'hygiène, de police, de circulation, d'alimentation en eau et en électricité, de téléphone, que les seules ressources du Territoire et des communes ne permettraient pas de résoudre.

Aussi l'Etat est-il amené à contribuer largement au financement d'un programme de grands travaux d'équipement qui s'exécute dans le cadre du Vè plan.

Compte tenu des reports des exercices antérieurs, et sans compter ni les dépenses militaires, ni celles de l'aviation civile, ni celles des communes, les crédits publics d'équipement pour 1968 s'élèvent à 1 milliard 600 millions.

III.- PRECARITE DE L'EXPANSION.

La Polynésie connaît donc, depuis 1964, une période de prospérité certaine. Mais cette prospérité est artificielle ; elle ne repose sur aucune richesse réelle. Au contraire, pendant toute cette période, on a

./...

./...

- 6 -

pu constater le déclin des productions traditionnelles.

1/- Jusqu'en 1966, la Polynésie Française exportait entre 300.000 et 350.000 tonnes de phosphates par an, représentant une valeur moyenne de 400 millions de francs.

Mais le gisement de Makatea s'est épuisé et depuis la fin de 1966, l'exploitation a cessé.

2/- La valeur des exportations de coprah diminue régulièrement depuis 1964.

En 1967, cette exportation a atteint son plus bas niveau depuis 20 ans : 15.800 tonnes valant 200 millions, alors qu'en 1960 la Polynésie avait exporté 24.000 tonnes valant 379 millions.

3/- Les exportations de nacre sont également au plus bas.

- en 1959 : 779 tonnes valant 69 millions ;
- en 1967 : 130 tonnes valant 16 millions ;

4/- Enfin, la vanille ^{aussi} est en régression.

- en 1959 : 177 tonnes valant 224 millions ;
- en 1967 : 59 tonnes valant 72 millions.

5/- Quelles sont les causes de cette régression ?

Il y a des causes particulières :

- pour le phosphate, c'est l'épuisement du gisement,
 - pour le coprah, c'est le vieillissement des plantations,
 - pour la ~~vanille~~ ^{nacre} c'est l'épuisement du gisement,
 - pour la nacre, c'est la concurrence des matières plastiques,
- et des causes générales qui sont :

- a) la baisse générale des cours mondiaux de ces productions,
- b) et surtout l'exode rural. Les insulaires, attirés par les emplois plus rémunérateurs, offerts sur les sites ou à Tahiti, ont abandonné leurs activités traditionnelles.

6/- Si nous considérons l'évolution générale des exportations des produits locaux depuis 1959, nous constatons :

- qu'en 1959, la Polynésie exportait 330.000 tonnes valant un peu plus de 1 milliard,
- alors qu'en 1967, elle n'a exporté que 16.000 tonnes valant 290 millions.

La valeur des exportations a donc diminué de 72 %.

./...

./...

- 7 -

Comme, dans le même temps, la valeur des importations monte en flèche, le déficit de la balance commerciale n'a pas cessé de grandir depuis 1959.

En 1959, la différence entre la valeur des importations et celle des exportations n'était que de 84 millions.

En 1967, elle a été de 9 milliards (10 milliards 229 millions à l'importation contre 1 milliard 168 millions à l'exportation).

Si nous considérons les seules exportations des produits locaux, et les seules importations propres du Territoire, c'est-à-dire non comprises les importations directes du C.E.P., le déficit est de 5,2 milliards (5,5 milliards contre 290 millions).

Ainsi, aujourd'hui, les exportations traditionnelles ne couvrent que 5 à 6 % des importations propres du Territoire.

IV.- LA RECHERCHE D'UN NOUVEL EQUILIBRE.

Les instances territoriales sont conscientes de la précarité de la prospérité actuelle.

Aussi s'efforcent-elles, dans la perspective d'un ralentissement, voire d'un arrêt de l'activité du C.E.P. de rechercher des ressources nouvelles et si possible d'asseoir l'économie du Territoire sur des activités susceptibles d'expansion.

Elles sont choisies d'appliquer leurs efforts dans trois secteurs :

- l'agriculture,
- l'exploitation de l'océan,
- et surtout le tourisme.

1/- La relance de l'agriculture a surtout pour objet de faire participer les populations rurales à l'essor général.

a) Lorsque les conditions le permettent, l'activité agricole est orientée vers les cultures maraîchères et fruitières, qui sont plus rémunératrices que les productions traditionnelles, et qui correspondent à des besoins locaux croissants, actuellement satisfaits par l'importation - c'est notamment le cas aux îles Australes et à Tahiti.

La production laitière mérite également d'être encouragée, car elle est encore loin de couvrir les besoins.

Pour améliorer la technicité que ces productions exigent, nous avons créé des classes terminales agricoles dans les îles.

./...

D'autre part, une école pratique d'agriculture installée dans l'île de Moorea ouvrira ses portes à la rentrée prochaine.

b) Dans les îles où le seul revenu agricole reste la vente du coprah (c'est par exemple le cas de l'archipel des Tuamotu), le service de l'Economie rurale poursuit ses efforts de régénération de la cocoteraie, lutte contre le parasitisme et essaye de vulgariser les techniques de fertilisation mises au point dans la station de l'IRHO à Rangiroa.

Pour valoriser la production, nous avons encouragé la création d'une huilerie qui peut traiter 22.000 tonnes de coprah par an. Cette huilerie est entrée en service en avril dernier.

c) Le principal frein au développement économique de la plupart des îles tient à leur dispersion et à leur éloignement.

Le trafic qu'elles alimentent est trop faible et trop déséquilibré pour permettre une exploitation rentable des goélettes qui assurent médiocrement, dans des conditions de navigation souvent très dures, les liaisons maritimes entre Papeete et les archipels éloignés. L'armement local, qui supporte de lourdes charges, traverse une crise.

Un plan d'aide financière au cabotage est actuellement à l'étude.

2/- Les activités économico-pêche semblent pas devoir connaître, dans l'avenir, un développement considérable.

Par contre, l'exploitation des ressources de l'océan est susceptible d'une grande expansion.

a) Dans ce domaine, une connaissance précise du milieu est indispensable à la réussite de projets industriels.

C'est pourquoi nous avons proposé la création à Papeete d'un institut de recherches océanographiques, ayant vocation à l'étude du milieu lagunaire en Polynésie et du milieu pélagique dans le Pacifique Central,

Nous comptons sur l'Etat, et plus particulièrement sur le CNEOX pour financer ce projet.

b) Nous avons, d'autre part, demandé à un expert du département "Pêches" de la SCET-Coopération, de procéder à une étude générale de la pêche en Polynésie Française et des possibilités de son développement.

Le rapport de cet expert a été déposé en avril.

./...

- 9 -

Il contient des suggestions intéressantes sur les possibilités d'améliorer les conditions de la pêche artisanale et de la distribution du poisson à Papeete.

Pour ce qui concerne l'étude de la création d'une industrie thonière, qui était à notre point de vue la partie essentielle de la mission confiée à l'expert, les conclusions du rapport ne sont pas entièrement satisfaisantes.

L'expert de la SCET-Coopération recommande, en effet, l'installation d'une base de pêche équipée d'un frigorifique analogue à celles qui existent aux Nouvelles-Hébrides ou aux Fidji. Or, cette formule ne présente, à notre avis, qu'un faible intérêt pour le Territoire, car elle apporterait peu de ressources au budget, et ne créerait qu'un petit nombre d'emplois à terre pour les Polynésiens, les emplois à la mer étant réservés aux asiatiques, coréens, formosans ou japonais.

Ce que nous voudrions, c'est non seulement une base de pêche et un entrepôt frigorifique, mais aussi une conserverie analogue à celles que les américains ont installée à Pago-Pago, aux Samoa. Une telle conserverie pourrait procurer aux Polynésiens 300 à 400 emplois à terre. Elle pourrait exporter du thon au naturel pour lequel il existe aux Etats-Unis un marché très ouvert.

C'est dans ce sens que nous poursuivons nos recherches d'investisseurs éventuels.

3/- Dans le domaine de la pêche, nous en sommes donc encore au stade des études.

Au contraire, l'industrie touristique est en plein essor, et apparaît d'ores et déjà comme la seule activité susceptible d'assurer, à terme, la relève du C.E.P., en tant que moteur de l'économie de la Polynésie Française.

Pour assurer au tourisme un développement aussi rapide et harmonieux que possible, trois mesures ont été prises en 1966.

L'organisation et l'animation du développement du tourisme ont été confiées à un établissement public doté de l'autonomie financière et de la personnalité morale, l'office de Développement du tourisme, créé au mois de mai 1966.

D'autre part, en juin 1966, l'Assemblée territoriale a adopté deux délibérations instituant l'une un code des investissements, l'autre un régime fiscal de longue durée.

Ces deux textes prévoient des avantages fiscaux considérables, notamment en faveur des investissements hôteliers et touristiques.

./...

Grâce à la campagne de promotion menée aux U.S.A. par l'office de Développement du tourisme et à l'augmentation de la capacité d'hébergement, les résultats de l'année 1967 ont été excellents.

La Polynésie a reçu :

- 23.574 touristes contre 16.200 en 1966, soit 45 % d'augmentation,
- et 43.021 passagers de bateaux de croisières contre 40.457 en 1966.

Les revenus provenant du tourisme ont été évalués à 700 millions de francs pacifique.

Les statistiques du premier semestre de l'année 1968 confirment que le départ est vraiment pris :

par rapport au 1er semestre 1967, l'accroissement est de 33, 41 % pour les touristes qui séjournent, et de 35, 96 % pour les passagers des bateaux de croisières.

La construction des deux grands hôtels (440 chambres au total), se poursuit de façon satisfaisante. Ils seront en service au début de l'année prochaine.

L'ouverture de ces hôtels aura pour effet de créer environ 360 emplois supplémentaires de main-d'œuvre spécialisée.

Pour rendre attrayant le séjour des touristes, nous sommes conduits à multiplier et à diversifier les équipements de loisir.

Un golf international de 18 trous doit être construit à Atinaono.

Nous envisageons la création d'un tir aux pigeons.

L'office de développement du tourisme poursuit une campagne de restauration des monuments et de mise en valeur des sites (remise en état des "marae" de Huahine, du cimetière royal des POMARE à Pirae, aménagement de la pointe Vénus).

Nous projetons de créer un ensemble scientifique et culturel à Punaauia comprenant un centre des métiers d'art, un centre des sciences humaines et un musée polynésien.

Enfin, nous avons confié à un organisme spécialisé, la SCETO, l'étude de l'aménagement touristique d'un certain nombre d'îles : Tahiti, Bora-Bora, Huahine, Tahaa, Moorea et Rangiroa où serait installée une réserve de flore et de faune sous-marines.

Actuellement les activités touristiques sont réparties ainsi :

- 67 % à Tahiti,
 - 37 % dans les autres îles, dont 3/4 à Moorea,
- Notre objectif est d'atteindre, en 1977 :
- 40% à Tahiti,
 - 60% dans les autres îles.

Quelles sont les perspectives que peut offrir le développement du tourisme ?

En partant de la situation actuelle, nous avons fait une hypothèse de croissance du tourisme jusqu'en 1977.

Selon cette hypothèse, qui tient compte d'un certain nombre de facteurs et notamment de l'évolution de l'offre du transport aérien, nous pourrions recevoir, en 1977, entre 250.000 et 300.000 touristes dont la durée moyenne de séjour serait de 5 jours et environ 100.000 passagers maritimes en transit.

Notre capacité d'hébergement devrait alors atteindre entre 3.000 et 4.000 chambres ; le tourisme et l'hôtellerie offriraient 8.000 et 9.000 emplois et procureraient entre 4,5 milliards et 6,5 milliards de revenus directs.

CONCLUSIONS. - Si nous appliquons à ces revenus directs un effet multiplicateur de 2,2, ce qui est prudent (à Hawaï, on estime cet effet à 3,2 ; on admet que l'effet multiplicateur du tourisme est en moyenne de 2,8), la part du tourisme dans le produit intérieur brut serait comprise entre 10 et 14 milliards de francs CP.

La part des activités traditionnelles serait de l'ordre de 9 à 10 milliards.

Enfin, dans la perspective d'une décroissance des activités militaires, la part des agents économiques extérieurs pourrait être comprise entre 2 et 5 milliards.

Nous aurions alors, en 1977, un produit intérieur brut évalué à 25 milliards environ de francs CP constants pour une population de 136.000 habitants). C'est-à-dire que, compte tenu de la progression démographique, le produit intérieur brut serait le même qu'aujourd'hui (18 milliards pour 100.000 habitants).

La réalisation de cette hypothèse permettrait donc d'assurer, en 10 ans la relève du C.E.P., mais aucune progression du produit intérieur brut, par rapport à ce qu'il est aujourd'hui, ne serait enregistrée.

Pour obtenir que cette progression se poursuive, il serait indispensable que les agents économiques extérieurs représentent dans le produit intérieur brut une part supérieure à celle que je viens d'indiquer, autrement dit que l'Etat, ou bien maintienne à un niveau élevé l'activité du C.E.P., ou bien remplace cette activité par autre chose.

Nous pourrions alors atteindre un équilibre économique comparable à celui des îles Hawaï où l'apport fédéral représente la moitié du produit intérieur brut.

En Polynésie, l'apport de l'Etat pourrait revêtir des formes diverses. Il pourrait être représenté,

- d'abord par le prolongement des activités du C.E.P. par une activité scientifique ou militaire quelconque qui utiliserait les installations existantes ;
- puis par le fonctionnement de centres de recherches (océanographie, sciences humaines et peut-être d'autres) qui pourraient constituer le noyau d'une université française du Pacifique ;
- enfin par le financement d'un programme à long terme de grands travaux d'équipement, notamment dans le domaine de la rénovation urbaine, des liaisons aériennes interinsulaires, de l'infrastructure routière. C'est dans cette perspective que s'inscrirait, par exemple, la construction de la route traversière de Tahiti, dont l'étude est actuellement en cours.

Papeete le 11 septembre 1968